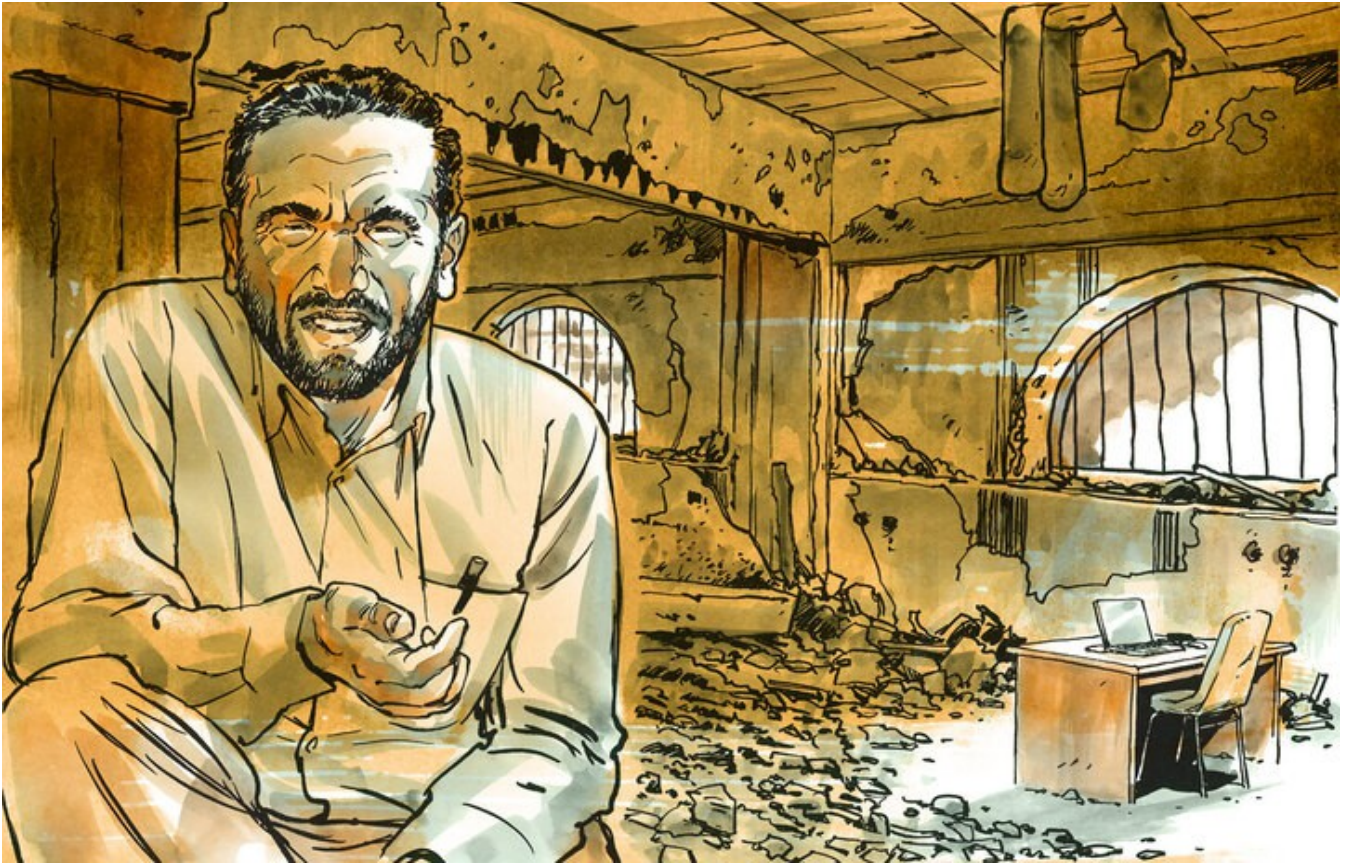




## Un hydrologue coincé dans l'horreur à Gaza, abandonné par la France

<https://reporterre.net/Ashraf-Mushtaha-un-hydrologue-coince-dans-l-horreur-a-Gaza-abandonne-par-la-France-A-Gaza>



Alors qu'un contrat à la Sorbonne (Paris) attend Ashraf Mushtaha, ce professeur palestinien reste bloqué à Gaza. La France a exclu les Gazaouis de son programme d'aide aux chercheurs en danger et prétend ne rien pouvoir faire.

Le bruit de la mort en permanence. Les coups de feu, les grondements des démolitions, le bourdonnement continu des drones de combat israéliens, jour et nuit. Voilà comment Ashraf Mushtaha décrit son quotidien dans la bande de Gaza.

*« Il n'y a aucun endroit sûr, à Gaza. Même un simple déplacement au marché pour s'approvisionner comporte le risque d'être pris dans une frappe ciblée. Je ne trouve qu'un bref sentiment de sécurité chez moi, auprès de ma famille et je savoure chaque*

*instant passé ensemble* », dit-il, lors des échanges que nous avons eus par e-mail avec lui début mai.



Le logement d'Ashraf Mushtaha a d'abord brûlé en septembre 2023, avant d'être détruit par des bombardements le mois suivant.

© *Ashraf Mushtaha*

Ashraf Mushtaha est un hydrogéologue palestinien. Il dirige un département du service public de gestion de l'eau potable et de ses infrastructures pour l'ensemble de la bande de Gaza. Il mène également des recherches sur l'inquiétante salinisation croissante de l'eau des Gazaouis (la baisse des nappes phréatiques entraînant une remontée souterraine d'eau de mer). Tout cela a été brutalement anéanti [par la guerre génocidaire](#) menée par Israël dans l'enclave palestinienne, en réponse aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023.

[Lire aussi : Gaza : plus de 1 000 personnes tuées lors de distributions alimentaires](#)

**« Cynisme glaçant » de la France**

Il y a quelques mois encore, son seul espoir de quitter l'horreur,

c'était la France. La candidature du chercheur avait été retenue par le comité de direction du programme Pause. Ce dispositif permet à des scientifiques et artistes en danger dans leur pays de venir travailler en France, le financement étant assuré conjointement par l'État et par l'établissement d'accueil.

Mais presque au même moment, le 22 janvier, le gouvernement français a décidé de « suspendre » les Gazaouis du programme. Au motif qu'il « paraît difficile, voire impossible, de procéder à ces évacuations et [qu'il] serait déplacé de donner l'espoir à ces lauréats que nous pourrions les accueillir en France quand, en réalité, le passage leur est barré », [a justifié Jean-Noël Barrot](#), ministre des Affaires étrangères.



À gauche, une photo d'une tour d'habitation détruite en septembre 2025 par Israël. Il est notamment écrit : « Allah nous suffit, Il est notre meilleur garant. » © *Ashraf Mushtaha*

Une explication loin de convaincre les près de 200 chercheurs et intellectuels [qui dénoncent](#) un manque de volonté politique et une discrimination sur un « critère d'ethnicité » qui n'avait jusqu'ici

jamais existé au sein du programme Pause, actif depuis 2017.

De fait, cette exclusion des Gazaouis du programme est l'aboutissement d'une longue séquence politique : le 1er août 2025, le gouvernement français avait déjà acté la [suspension temporaire des évacuations](#) depuis Gaza, en réaction aux propos antisémites postés en ligne par une étudiante gazaouie accueillie en France. Pour les propos d'une personne — sans lien avec le programme Pause — c'est une punition infligée à tout un peuple en danger, une décision « *d'un cynisme glaçant* », [s'indignaient déjà](#) plus de 1 400 chercheurs.

## **Deux ans de fuite et de souffrances**

Plusieurs questions laissent également des brèches béantes dans la justification des autorités françaises. Si l'impossibilité des évacuations est la raison invoquée, pourquoi des chercheurs étaient-ils encore évacués de Gaza par l'Italie et l'Espagne, en septembre et en octobre, quand la France n'évacuait déjà plus personne ? Pourquoi ces chercheurs évacués par nos voisins, et lauréats du programme Pause, ne sont-ils pas non plus accueillis en France alors qu'ils sont déjà sur le territoire européen, comme [s'en émeut l'association France Palestine Solidarité](#) ?

Et pourquoi ne pas tout de même accorder un visa et un statut de lauréat aux personnes menacées, quand bien même leur évacuation est extrêmement compliquée, dans l'espoir qu'un appui diplomatique contribue à leur faire ouvrir les frontières ?

« *Nous ne commentons pas les cas individuels* », s'est contenté de nous répondre le ministère des Affaires étrangères, nous renvoyant vers ses communiqués officiels. Une suspension du programme tant que les évacuations sont impossibles donc, même si ce dispositif pourrait aider les évacuations...



« La période de famine reste un cauchemar que je ne pourrai pas oublier », se souvient Ashraf Mushtaha qui a perdu 20 kilogrammes. © *Ashraf Mushtaha*

Ashraf Mushtaha, lui, n'aspire qu'à une chose : que le cauchemar s'arrête, pour sa femme, ses deux filles, ses deux fils et lui. Pour sa mère, il est déjà trop tard. Après quatorze mois sous les bombes, elle est tombée malade le 1er décembre 2024 et morte deux jours plus tard, après une bataille effrénée de sa famille pour lui trouver un médecin et un lit dans un hôpital surchargé. « *Il n'y avait pas de soins médicaux, pas de personnel expérimenté, pas de médicaments, rien* », raconte l'hydrogéologue.

Le récit qu'il nous livre des deux années et demi écoulées est celui d'une fuite perpétuelle et de souffrances sans répit. Leur maison, celle de sa mère, ainsi que le magasin de jouets hérité de son père à lui et ses frères ont été complètement détruits. Les souvenirs et tout leur patrimoine partis en fumée. Ils ont dû fuir de ville en ville dans la mince bande de Gaza, dormant parfois dehors sans couverture par des nuits glaciales et d'autres fois sous tente.



La famille d'Ashraf Mushtaha a du dormir dehors par des nuits glaciales ou sous tente. © *Ashraf Mushtaha*

### **Le cauchemar de la famine**

Partout, la terreur des frappes aériennes. En octobre, un ancien voisin qu'il appelait au téléphone s'est soudainement mis à hurler puis à pleurer : son fils venait d'être blessé par une frappe. En mars 2025, c'était le début de la famine. Ashraf Mushtaha dit avoir perdu 20 kg. Depuis début 2026, lui et sa famille ont pu trouver refuge dans un appartement endommagé et ont accès à de la nourriture et de l'eau. « *La période de famine reste un cauchemar que je ne pourrai pas oublier* », dit-il.

Sans aide diplomatique, quitter Gaza est presque impossible. Toute sortie nécessite l'aval des autorités israéliennes. La frontière avec l'Égypte ne s'entrouvre que très rarement : la dernière fois, c'était à peine pour quelques semaines, en février 2026. « *Et ce n'était qu'avec des quotas stricts, généralement limités à moins de 100 personnes par jour. La priorité est réservée aux évacuations*

*médicales urgentes et aux personnes qui disposent d'un soutien étranger »*, témoigne Ashraf Mushtaha.

« La période de famine reste un cauchemar que je ne pourrai pas oublier »

En France, tout est pourtant prêt pour l'accueillir avec sa famille. À Sorbonne Université, l'unité mixte de recherche Metis (Milieux environnementaux, transferts et interactions dans les hydrosystèmes et les sols) attend de recevoir son collègue palestinien. Le lien s'est fait via l'université de Gand, en Belgique. L'hydrogéologue y a obtenu son doctorat en 2022, soutenant une thèse sur le bilan d'eau de l'aquifère côtier partagé entre Gaza et Israël, et son processus de salinisation. Le docteur Mushtaha a quitté la Belgique à l'été 2022 et devait y retourner en 2024 pour un contrat postdoctoral, mais la guerre l'en a empêché.



De gauche à droite, Mohammed, le fils aîné d'Ashraf Mushtaha, Abdelrahman, le benjamin de la famille, sa mère, décédée aujourd'hui, Ashraf, Sereen, sa femme, Basema et Ameera, ses deux filles. © *Ashraf Mushtaha*

L'université de Gand s'est mise d'accord avec Sorbonne Université pour lui transférer le budget initialement alloué à ce postdoctorat : l'université française a de quoi payer le contrat d'un an qui attend Ashraf Mushtaha dans le cadre du programme Pause. *« Son profil scientifique est extrêmement complémentaire de celui de notre unité de recherche »*, fait valoir Agnès Ducharne, la directrice de l'unité de recherche Metis.

## **Protéger l'eau pour le futur de Gaza**

L'équipe Metis travaille à comprendre le cycle de l'eau sous influence humaine, et étudie notamment la salinisation des aquifères côtiers et la lutte contre ce phénomène, dans de nombreux endroits du monde. Le projet de recherche d'Ashraf Mushtaha s'y inscrit pleinement puisqu'il vise à étudier les *« risques et solutions de la contamination postconflit des eaux souterraines à Gaza »*.

Avant la guerre, Gaza souffrait déjà d'un déficit chronique d'eau et d'une dégradation croissante de la ressource, comme l'a montré le chercheur palestinien [dans une étude publiée en 2022](#). Depuis 2023, les destructions de l'armée israélienne ont décuplé les problèmes : les usines de traitement des eaux usées et les usines de dessalement de l'eau saumâtre ont été soit détruites, soit rendues inaccessibles par Israël. La population gazaouie a été contrainte de se concentrer dans les territoires où les aquifères sont les plus dégradés, et l'utilisation de fosses septiques de fortune ne fait qu'aggraver la situation, explique le chercheur.

### **[Lire aussi : Au Moyen-Orient, l'eau potable ciblée par la guerre](#)**

*« Mes recherches visent à quantifier l'extension spatiale de la dégradation des eaux souterraines et développer des stratégies d'amélioration fondées sur des données probantes. Réduire ces dégâts environnementaux est crucial, non seulement pour les résidents actuels mais aussi pour la survie et la santé des générations futures dans la région »*, précise Ashraf Mushtaha.

Un travail crucial qui attend d'abord la possibilité d'une évacuation. *« Mon espoir est que nos voix finissent par être*

*entendues, et que nous puissions vivre à l'avenir dans la sécurité et la dignité que tout être humain mérite »*, conclut-il.



Leur maison ainsi que le magasin de jouets hérité de son père ont été complètement détruits. © *Ashraf Mushtaha*

À l'heure actuelle, 33 lauréats de Pause et leurs familles attendent d'être évacués de Gaza. Et 54 autres personnes, dont Ashraf Mushtaha, sont « *retenues sous condition* » dans le programme, dans l'attente que les évacuations puissent reprendre, et que les autorités françaises mettent fin à la suspension des candidatures gazaouies au programme d'aide d'urgence.

En mai 2025, Ahmed Shamia, architecte et artiste palestinien, a été tué par un bombardement israélien dans la bande de Gaza. Il était lauréat du programme Pause et attendait son évacuation. C'était la première fois, dans toute l'histoire du programme, qu'un lauréat décédait avant de pouvoir trouver refuge en France.

**On ne va pas vous le cacher : à *Reporterre*, on est inquiets.**

En France, l'extrême droite progresse dans de nombreuses villes et dans l'espace médiatique.

Ailleurs, un néofascisme assumé gagne du terrain : l'extrême droite poursuit son ascension sur le continent américain, et pèse

sur les décisions du Parlement Européen.

Ici, on rase des hectares de forêts, on bétonne des montagnes, on éventre des collines.

Là-bas, on bombarde des sites pétroliers, on extrait, on fore toujours plus.

Le désordre est global mais ses conséquences sont toujours locales.

Et la menace est écologique autant que démocratique.

Mais au milieu de la tempête, *Reporterre* garde le cap.

Nous refusons de céder au sensationnalisme, à la panique et aux raccourcis.

Chaque jour, nous enquêtons, nous expliquons, nous documentons avec une ligne claire : informer plutôt qu'enflammer les esprits.

Chez *Reporterre*, il n'y a ni actionnaire, ni propriétaire, ni milliardaire : le média est à but non lucratif. **Nous sommes financés à 98% par 1,6% de nos lectrices et lecteurs.**

Concrètement, ça veut dire que :

- **Personne ne modifie ce que nous publions.**
- Nous ne cherchons pas à capter votre attention mais **à traiter les sujets qui méritent votre attention.**
- Nous pouvons laisser tous nos articles **en accès libre pour toutes et tous**, sans conditions de ressources.

Il n'y a pas d'action collective sans information libre.

Et c'est grâce à vous qu'elle peut exister.

? **Un don d'1€, c'est déjà un geste fort.**

? **Un soutien mensuel nous permet d'investir, de financer des enquêtes, de penser dans la durée.**

En échange de votre don, pas de t-shirt, pas d'articles réservés.

Mais un journalisme **libre, rigoureux et accessible à tous, toujours.**

Ça vous prendra moins de 2 minutes.

**Merci ?**

[Je soutiens Reporterre](#)

**Si vous en avez les moyens, choisissez un soutien mensuel. Merci.**